

nauté économique européenne et l'Euratom : *Elaboration d'une politique agricole commune, volonté de différer toute réalisation de zone de libre échange* [5 juillet 1957] (p. 3296, 3297, 3298); — d'une proposition de loi relative au prix de la chicorée à café [17 décembre 1957] (p. 5415); — d'un projet de loi relatif au renouvellement général des chambres d'agriculture, en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1957] (p. 5539). = S'excuse de son absence [18 octobre 1956] (p. 4173), [29 janvier 1957] (p. 361). = Obtient des congés [18 octobre 1956] (p. 4173), [29 janvier 1957] (p. 361).

LAMALLE (M. Jean), Député proclamé de l'Yonne (U. F. F.).

Secrétaire d'âge.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'âge* [19 janvier 1956] (p. 1). — Prend part à la discussion : des conclusions des rapports sur les opérations électorales du département de la Vienne : *Son amendement tendant à adopter l'ordre de proclamation de la Commission départementale (Validité de l'appareil poujadiste)* [3 février 1956] (p. 192); — des conclusions du rapport supplémentaire du 3^e bureau relatif aux opérations électorales du département de la Haute-Garonne : *Effritement prévisible de la majorité lors de la discussion sur la loi Barangé; attribution de postes de hauts fonctionnaires aux députés non réélus (Alfred Coste-Floret, président du Conseil supérieur du thermalisme); responsabilité des préfets ayant accepté les appareillages des listes de l'U. D. C. A.; caractère politique du débat; conséquence de l'invalidation des députés de l'U. F. F. (Exemple de Hitler en 1933)* [14 février 1956] (p. 274 à 277); est rappelé à l'ordre [16 février 1956] (p. 330); — des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e bureau sur les opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat de validation en cours jusqu'au jour où le Ministre de l'Intérieur aura été entendu par le bureau intéressé; lettre du Ministre de l'Intérieur à M. Gouin relative à la validité des appareillages de l'U. D. C. A.* [21 février 1956] (p. 381, 382, 383); *Demande*

de clôture de M. Hernu (Impossibilité pour M. Cottet de présenter sa défense) [22 février 1956] (p. 432 à 434); — d'un projet de loi relatif à la journée chômée du 2 janvier 1956 : *Question préalable de M. Vayron* [20 mars 1956] (p. 1052). — Est rappelé à l'ordre lors de la discussion du projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer [21 mars 1956] (p. 1139). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture une question orale sur les exportations d'alcool vers les Etats-Unis [27 avril 1956] (p. 1603). — Prend part à la discussion des conclusions du rapport du 4^e bureau sur les opérations électorales du département de la Guadeloupe : *Ses observations sur sa non-validation* [30 mai 1956] (p. 2128).

Son élection n'est pas validée [30 mai 1956] (p. 2132).

LAMARQUE-CANDO (M. Charles), Député des Landes (S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); du Comité de contrôle du fonds forestier national [6 mars 1956] (p. 667); de la Commission spéciale tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs (*J. O.* du 17 juin 1958, p. 5663).

Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi n° 54-1207 du 6 décembre 1954 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et le contrôle de la salubrité des viandes, n° 381. — Le 20 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier la réglementation concernant l'affiliation volontaire à la sécurité sociale et plus particulièrement celle des artisans inscrits au registre des métiers, n° 1269. — Le 4 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux gemmeurs des Landes de Gascogne des indemnités en compensation des grands froids de février 1956, n° 1761. — Le 17 mai 1956, une proposition